



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

Ministère des Finances Canada
Rapport financier trimestriel
pour le trimestre terminé
le 30 septembre 2025
(non audité)

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2025
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire
ce document en tout ou en partie doit
être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. F12-14F-PDF
ISSN 2562-2625

Table des matières

- **1. Introduction**
 - 1.1 Pouvoirs, mandats et activités de programme
 - 1.2 Méthode de présentation
 - 1.3 Ministère des Finances Canada – Structure financière
- **2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels**
 - 2.1 État des autorisations
 - 2.2 État des dépenses budgétaires ministérielles par article courant
 - 2.3 Dépenses non-budgétaires
- **3. Risques et incertitudes**
- **4. Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes**
- **5. Approbation par les cadres dirigeants**
- **6. Annexe**

1. Introduction

Le présent Rapport financier trimestriel, préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, selon la forme et les modalités de la Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapports financiers trimestriels des ministères, doit être lu conjointement avec le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses 2025-2026 du ministère des Finances Canada.

Le présent Rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen externe.

1.1 Pouvoirs, mandats et activités de programme

Le ministère des Finances Canada (le Ministère) aide le gouvernement du Canada (du gouvernement) à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes solides et durables sur les plans économique, fiscal, social, de même qu'en matière de sécurité et dans les secteurs financier et international. Il joue un rôle important à titre d'organisme central, en collaborant avec d'autres ministères pour veiller à l'exécution du programme du gouvernement et permettre aux ministres de bénéficier d'analyses et de conseils de grande qualité.

Les responsabilités du Ministère comprennent notamment:

- la préparation du budget fédéral et des mises à jour des projections économiques et budgétaires;
- la préparation du Rapport financier annuel du gouvernement du Canada et, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada, des Comptes publics du Canada l'élaboration de lois et de politiques fiscales et tarifaires;
- l'élaboration de lois et de politiques fiscales et tarifaires;
- la gestion des emprunts fédéraux sur les marchés financiers;

- la conception et l'administration des principaux paiements de transfert fédéraux aux provinces et aux territoires;
- l'élaboration de politiques et de lois pour le secteur financier;
- la représentation du Canada au sein de diverses institutions et de divers groupes financiers internationaux.

La description des activités de programme du Ministère figure dans la [partie II du Budget principal des dépenses](#) et le [Plan ministériel](#).

1.2 Méthode de présentation

Le présent Rapport financier trimestriel a été préparé par la direction au moyen d'une méthode de comptabilité axée sur les dépenses et d'un référentiel à usage particulier conçu pour communiquer les renseignements financiers nécessaires au sujet de l'utilisation des autorisations de dépenses. L'État des autorisations qui l'accompagne comporte les autorisations de dépenses accordées au Ministère par le Parlement et celles auxquelles le Ministère a recours, conformément au Budget principal des dépenses et au Budget supplémentaire des dépenses des deux exercices (2024-2025 et 2025-2026), ainsi que les transferts des crédits centraux du Conseil du Trésor approuvés d'ici la fin du trimestre.

Avant que le gouvernement ne puisse dépenser les fonds, l'autorisation du Parlement est requise et celle-ci est accordée par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de mesures législatives, sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le Ministère applique la méthode de la comptabilité d'exercice pour préparer et présenter ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport ministériel sur le rendement. Cependant, les autorisations de dépenser votées par le Parlement demeurent axées sur les dépenses.

1.3 Ministère des Finances Canada – Structure financière

Le Ministère a trois grandes catégories d'autorisations de dépenses que voici :

- **Autorisations budgétaires votées :** Relèvent de cette catégorie notamment les dépenses opérationnelles du Ministère en soi, ainsi que les dépenses autorisées au titre des programmes de subventions et contributions. Ces dépenses doivent être expressément approuvées par le Parlement au moyen d'une loi de crédits.
- **Autorisations budgétaires législatives :** Il s'agit notamment des autorisations de dépenses accordées dans le cadre d'une loi existante du Parlement. Les dépenses afférentes à des montants prévus par la loi n'ont pas à être approuvées de nouveau par le Parlement et il est dans l'ordre normal des choses que de telles dépenses législatives dépassent parfois les estimations de dépenses.
- **Autorisations non budgétaires :** Figurent ici notamment les décaissements effectués par le Ministère qui n'ont aucune incidence budgétaire directe sur le gouvernement, par exemple, la valeur des prêts initiaux consentis aux sociétés d'État qui participent au Cadre d'emprunt pour les sociétés d'État.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels

La section qui suit expose les faits saillants des résultats financiers et expliquent le déroulé du trimestre se terminant le 30 septembre 2025 par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels

(en milliers de dollars)

	Autorisations de 2025-2026 au 30 septembre 2025	Autorisations de 2024-2025 au 30 septembre 2024	Écart entre les autorisations	Dépenses durant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Dépenses durant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Écart entre les dépenses
Autorisations budgétaires						
Crédit 1 – Dépenses du programme	349 533	152 959	196 574	236 115	36 720	199 395
Autorisations législatives						
Principaux transferts aux autres administrations	96 070 411	92 155 664	3 914 747	24 062 856	23 101 103	961 753
Frais d'intérêt relatifs à la dette non échue et intérêts sur autres passifs	49 060 000	48 408 000	652 000	12 420 024	12 744 846	(324 822)
Charges de programmes directs	4 354 726	4 254 935	99 791	782 688	482 794	299 894
Autorisations législatives totales	149 485 137	144 818 599	4 666 538	37 265 568	36 328 743	936 825
Total des autorisations budgétaires	149 834 670	144 971 558	4 863 112	37 501 683	36 365 463	1 136 220
Autorisations non budgétaires	-	1 257 410	(1 257 410)	23 679 782	24 101 663	(421 881)
Total des autorisations	149 834 670	146 228 968	3 605 702	61 181 465	60 467 126	714 339

2.1 État des autorisations

Comme l'indique le *tableau 1, État des autorisations (non audité)*, le total des autorisations budgétaires disponibles a augmenté de 3 606 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice 2024-2025, de 146 229 millions de dollars à 149 835 millions de dollars.

Le tableau qui suit présente une explication détaillée de la variation des autorisations disponibles :

Explication de la variation des autorisations disponibles

(en milliers de dollars)

(2025-2026 par rapport à 2024-2025)	Variation
Autorisations budgétaires	
Crédit 1 – Dépenses du programme	
L'augmentation des dépenses de programme est principalement attribuable au financement accordé pour le transfert conditionnel non récurrent des intérêts sur les bénéfices nets d'Hibernia et des revenus d'intérêts accessoires sur les bénéfices à Terre-Neuve-et-Labrador (193,8 millions de dollars), au financement à durée limitée pour divers programmes (1,9 millions de dollars) et au financement des rajustements salariaux liés aux négociations collectives (1,2 millions de dollars).	196 574
Sous-total du crédit 1 – Dépenses du programme	196 574
Autorisations législatives	
L'augmentation des principaux transferts aux autres administrations est principalement attribuable aux paiements liés aux augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (2,6 milliards de dollars), à la péréquation fiscale (916,9 millions de dollars), au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (507,3 millions de dollars) et au financement des territoires (329,9 millions de dollars). Ces augmentations ont été partiellement compensées par une augmentation des recouvrements en 2025-2026 liés aux paiements de remplacement au titre des programmes permanents (391,8 millions de dollars) et au recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (87,9 millions de dollars).	3 914 747
L'augmentation des dépenses de programme directes est principalement attribuable à une augmentation des autorisations liées aux paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement — Fonds d'intermédiation financière pour l'Ukraine (200 millions de dollars) et aux paiements prévus à des organisations internationales au nom des pays pauvres (36,7 millions de dollars), contrebalancées par une diminution des autorisations liées aux paiements prévus à la Banque de l'infrastructure du Canada (139,5 millions de dollars).	99 791
L'augmentation des intérêts sur la dette non échue (1,1 milliard de dollars) s'explique par des variations des taux d'intérêt et des besoins d'emprunt et une diminution des intérêts sur les autres éléments du passif (493 millions de dollars) due à la mise à jour des modèles, ce qui comprend la révision des hypothèses de taux d'intérêt de certains autres comptes à fins déterminées et des comptes de retraite.	652 000
Sous-total des autorisations législatives	4 666 538
Total des autorisations budgétaires	4 863 112
Autorisations non budgétaires	
La diminution des autorisations non budgétaires est due à un prêt accordé au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international (FMI) en 2024-2025 (1,3 milliard de dollars).	(1 257 410)

(2025-2026 par rapport à 2024-2025)	Variation
Total des autorisations non budgétaires	(1 257 410)
Autorisations totales	3 605 702

2.2 État des dépenses budgétaires ministérielles par article courant

Selon le *tableau 2, Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non audité)*, les dépenses budgétaires nettes totales du deuxième trimestre de 2025-2026 ont augmenté de 936,2 millions de dollars, par rapport au même trimestre de 2024-2025, et cette hausse est principalement attribuable à ce qui suit :

- Les dépenses liées aux **paiements de transfert** ont augmenté de 1 335,4 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation des principaux paiements de transfert aux provinces et aux territoires (1 074,3 millions de dollars), paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires (200 millions de dollars) et du paiement à Terre-Neuve-et-Labrador pour l'intérêt sur les bénéfices nets d'Hibernia (193,8 millions de dollars). Ces augmentations sont partiellement compensées par une augmentation des recouvrements liés aux paiements de remplacement au titre des programmes permanents (112,6 millions de dollars).
- Les dépenses liées aux **autres subventions et paiements** ont augmenté de 97,7 millions de dollars, principalement en raison d'une augmentation des paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada au cours du même trimestre l'exercice précédent (440,2 millions de dollars). Cette augmentation a été partiellement compensée par une diminution des pertes subies dans le cadre de la réévaluation des comptes liés au
- Les dépenses liées aux **frais de la dette publique** ont diminué de 324,8 millions de dollars, principalement en raison d'une diminution des taux d'intérêt, compensée par une augmentation de l'encours de la dette d'environ 132 milliards de dollars par rapport au même trimestre l'exercice précédent.

2.3 Dépenses non-budgétaires

Le montant total des dépenses non budgétaires nettes au deuxième trimestre de 2025-2026 a diminué de 421,9 millions de dollars par rapport au même trimestre de 2024-2025. Cela s'explique en grande partie par une diminution de la valeur des prêts accordés aux sociétés d'État participant au Programme d'emprunt des sociétés d'État (733,7 millions de dollars), compensée par une augmentation des paiements à la Banque du Canada pour l'achat d'obligations hypothécaires du Canada (256,3 millions de dollars), des paiements au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international (34,6 millions de dollars) et des avances à l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (21 millions de dollars).

3. Risques et incertitudes

Au cours du deuxième trimestre de 2025-2026, le risque principal est demeuré le risque lié aux taux

d'intérêt sur la dette publique – le risque que les coûts futurs du service de la dette publique fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. Même si les frais de la dette publique étaient 324,8 millions de dollars inférieurs à ceux du même trimestre au cours de l'exercice précédent, principalement en raison d'une diminution des taux d'intérêt, la dette publique globale a augmenté d'environ 132 milliards de dollars pendant la même période. Le Ministère continue de gérer ce risque au moyen de sa [Stratégie de gestion de la dette](#). Élaborée en consultation avec des acteurs du marché, la Stratégie de gestion de la dette établit une approche prudente à l'égard de la gestion de la dette publique qui garantit une structure équilibrée de la dette. Le risque lié aux taux d'intérêt et les autres risques financiers sont abordés plus en détail dans les notes des [états financiers annuels du ministère des Finances Canada](#).

Le Ministère est resté prêt à faire face à des perturbations opérationnelles potentielles en mettant en œuvre son analyse des répercussions sur les activités et son plan de continuité des activités mis à jour. Ces outils renforcent davantage la posture de sécurité du Ministère et la capacité de celui-ci à maintenir des fonctions essentielles pendant les perturbations.

Le Ministère surveille régulièrement l'évolution de l'économie à l'échelle nationale et mondiale, y compris l'évolution de la politique commerciale des États-Unis et les nouveaux droits de douane sur les exportations canadiennes, qui ont contribué à l'augmentation de l'incertitude économique et de la volatilité des marchés internationaux. En réponse, il a intensifié sa surveillance des conditions économiques mondiales et nationales et a élargi sa collaboration ainsi que l'échange d'expertise et de pratiques exemplaires avec ses partenaires fédéraux, les provinces et les territoires, les intervenants et ses homologues internationaux. Ces stratégies permettent au Ministère, en tant qu'organisme central fondé sur le savoir et responsable des politiques, d'atténuer les répercussions négatives sur la capacité du gouvernement à promouvoir les intérêts liés aux politiques budgétaires, économiques et sociales nationales et internationales du Canada dans un environnement mondial qui évolue rapidement.

4. Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes

Aucun changement à signaler.

5. Approbation par les cadres dirigeants

Approuvé par :

Chris Forbes, Sous-ministre
Ottawa, Canada
20 novembre 2025

Christopher Veilleux, CPA, CMA, PMP
Dirigeant principal des finances
Ottawa, Canada
20 novembre 2025

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
Autorisations budgétaires						
Autorisations votées						
Dépenses du programme	349 533	236 115	269 293	152 959	36 720	71 474
Total des autorisations votées	349 533	236 115	269 293	152 959	36 720	71 474
Autorisations législatives						
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	54 684 720	13 671 180	27 342 360	52 080 686	13 020 171	26 040 343
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	17 416 055	4 354 014	8 708 028	16 908 791	4 227 197	8 454 395
Arrangements fiscaux						
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	26 169 704	6 542 426	13 084 852	25 252 833	6 313 209	12 626 417
Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les</i>	5 488 889	1 119 733	3 249 422	5 158 965	1 052 429	3 054 107

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
<i>arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)</i>						
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	44 920	21 223	22 460	44 586	21 225	22 462
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 442 406)	-	(726 653)	(1 354 548)	-	(677 274)
Autres principaux transferts						
Paielements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(6 524 343)	(1 645 720)	(3 291 440)	(6 132 509)	(1 533 128)	(3 066 255)
Paielement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>)	232 872	-	-	196 860	-	-
Total des principaux	96 070 411	24 062 856	48 389 029	92 155 664	23 101 103	46 454 195

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
transferts aux autres administrations						
Frais d'intérêt relatifs à la dette non échue et intérêts sur autres passifs						
Intérêt sur la dette non échue	43 866 000	11 037 269	22 004 441	42 721 000	11 253 237	22 373 346
Autres frais d'intérêts	5 194 000	1 382 755	2 787 962	5 687 000	1 491 609	2 995 039
Total des frais d'intérêt relatifs à la dette non échue et intérêts sur autres passifs	49 060 000	12 420 024	24 792 403	48 408 000	12 744 846	25 368 385
Charges de fonctionnement						
Achat de la monnaie canadienne	81 000	22 488	42 790	81 000	20 973	41 408
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 256	4 564	9 128	15 666	3 891	7 781
Ministre des Finances et du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	102	26	51	99	24	49
Paiements de transfert						
Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords</i>)	486 916	-	-	486 916	-	-

Ministère des Finances Canada
Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025
Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
<i>connexes)</i>						
Paielements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	88 222	-	-	51 535	-	-
Paielements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	-	-	-	-	-	28
Autres						
Pertes de change	-	(185 159)	327 941	-	150 446	150 598
Paielement d'éléments de passif enregistrés précédemment comme recettes	-	2 016	2 946	-	8 931	12 837
Paielement à la Banque de l'infrastructure du Canada (<i>Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada</i>)	3 480 230	738 753	1 418 542	3 619 719	298 529	1 037 163
Paielement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans le cadre de l'accélération	200 000	200 000	200 000	-	-	-

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
de l'utilisation des recettes extraordinaires (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8(2))**						
Total des charges de programmes directs	4 354 726	782 688	2 001 398	4 254 935	482 794	1 249 864
Total des autorisations législatives	149 485 137	37 265 568	75 182 830	144 818 599	36 328 743	73 072 444
Total des autorisations budgétaires	149 834 670	37 501 683	75 452 123	144 971 558	36 365 463	73 143 918
Autorisations non budgétaires						
Avances consenties aux sociétés d'État (montant brut)	-	16 311 305	33 128 496	-	17 045 017	36 428 209
Avances consenties aux termes du paragraphe 13(1) de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (montant brut)	-	14 000	20 000	-	8 000	22 000
Paiement en vertu de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> - Organisations internationales (montant brut)	-	96 791	96 791	-	62 236	62 236
Assistance financière à l'Ukraine par le biais du	-	-	2 300 000	-	-	-

Ministère des Finances Canada
Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025
Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
mécanisme de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.3)						
Paie ment pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada en vertu de la <i>Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022</i>	-	-	-	-	-	800 000
Prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds Monétaire International (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1))	-	-	212 455	1 257 410	-	1 254 207
Paie ment à la Banque du Canada pour l'achat d'obligations hypothécaires du Canada en vertu de l'article 46(a) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	-	7 242 686	14 436 350	-	6 986 410	14 637 882
Avances consenties aux termes du paragraphe 50.1(1) de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le</i>	-	15 000	20 000	-	-	4 000

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 1 : État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Total disponible pour utilisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025*	Total utilisé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
<i>financement des activités terroristes (montant brut)</i>						
Total des autorisations non budgétaires	-	23 679 782	50 214 092	1 257 410	24 101 663	53 208 534
Total des autorisations	149 834 670	61 181 465	125 666 215	146 228 968	60 467 126	126 352 452
* N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre ** Une fois les budgets supplémentaires des dépenses (B) approuvés, l'autorisation et le paiement seront reclassés en tant qu'éléments non budgétaires, car le montant sera remboursé dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires						

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 2 – Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2025-2026			Exercice 2024-2025		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026	Total dépensé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025	Total dépensé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	139 470	39 270	74 156	128 915	37 228	69 986
Transport et communications	2 891	721	1 215	2 045	434	924
Information	2 660	489	870	3 901	320	1 116
Services	17 854	5 743	6 818	16 757	1 461	5 048

Ministère des Finances Canada

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2025

Tableau 2 – Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non audité)

(en milliers de dollars)

Exercice 2025-2026				Exercice 2024-2025		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026	Total dépensé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2025	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025	Total dépensé pendant le trimestre terminé le 30 septembre 2024	Total de l'exercice courant utilisé à la fin du trimestre
professionnels et spéciaux						
Locations	3 069	499	1 084	2 044	580	1 123
Réparation et entretien	1 628	159	159	837	5	5
Services publics, fournitures et approvisionnements	81 217	22 517	42 854	81 397	21 000	41 456
Acquisition de terrains, de bâtiments et travaux	-	-	-	-	-	-
Acquisition de machines et de matériel	1 663	30	134	1 902	410	457
Paiements de transfert	97 044 062	24 456 642	48 782 840	92 706 115	23 101 278	46 454 573
Frais de la dette publique	49 060 000	12 420 024	24 792 403	48 408 000	12 744 846	25 368 385
Autres subventions et paiements	3 480 306	555 589	1 749 590	3 619 795	457 901	1 200 845
Total des dépenses budgétaires brutes	149 834 820	37 501 683	75 452 123	144 971 708	36 365 463	73 143 918
Moins recettes affectées aux dépenses	150	-	-	150	-	-
Total des dépenses budgétaires nettes	149 834 670	37 501 683	75 452 123	144 971 558	36 365 463	73 143 918